PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 23 FEVRIER 1897. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans. La. Second Class Matter.

LES HONTES DU PRÉSENT.

Où vivons nous, grand Dieu ! et où allons-nous ! La Nouvelle-Orléans n'est plus ; elle est partout ailleurs que là où elle devrait être. Et quelle Nouvelle Orléans cela nous fait ! Un amalgame de toute espèce de population sans tradition, sans passé, sans avenir comme sans présent ! Nous voyons des gens qui posent aujourd'hui comme nos maîtres, comme nos sauveurs et qui trahissent leur origine, qui renient leurs pères, qui vont jusqu'à angliciser et germaniser le nom de ceux qui leur ont donné le jour et, par leur travail, leur ont fourni leur gagne pain. Dans la ville de La Salle, des Bienville, et d'une foule des plus pures renommées qu'il y ait dans l'Union, il faut aller jusqu'au fond d'un faubourg hanté par quelques spéculateurs sans conscience, par quelques propriétaires de contrebande pour assister à une fête essentiellement nationale comme celle du 22 Février, comme celle de la naissance de Washington ! Si Lafayette, sortant de son tombeau, nous était apparu hier, au milieu de cette fête anti-française, anti-espagnole, par conséquent anti-américaine — car tout peuple qui renie ses origines est un peuple condamné—il nous aurait accablé de ses malédictions !

En présence de ce qui se passe, nous ne concevons pas l'apathie de la population du Deuxième district du quartier français, où cette population a perdu désormais toute énergie, toute vitalité, où elle est indignement trahie par ceux qui ont sollicité l'honneur de défendre ses intérêts.

Nous protestons avec indignation contre le honteux spectacle dont nous avons été les témoins, hier.

Dans quelques jours, nous verrons encore, non pas une soldatesque, mais une mascarade *retroussser le nez* sur notre district, le traiter avec un méprisant dédain. Si la partie inférieure de notre ville, qu'il est convenu d'appeler le Deuxième district, doit être traitée en faubourg, chaque fois qu'il s'agit d'une manifestation populaire, pourquoi exige-t-on que ceux qui y possèdent des immeubles payent les mêmes impôts que les propriétaires des districts privilégiés ?

Ce *sectionalisme* est honteux et avilit à nos yeux ceux qui en sont les esclaves.

A NOS CORRESPONDANTS.

Nous prions les personnes qui nous communiquent des nouvelles—mondanités ou autres—de bien vouloir nous révéler leurs noms, non que nous désirions livrer ces noms à la publicité, mais dans l'unique but de ne pas commettre d'indiscrétion.

Plusieurs fois, il nous est arrivé d'annoncer des mariages qui n'étaient pas encore *officiellement sus*, et avons ainsi involontairement causé des mécontentements. Nous apportons la plus grande réserve dans ces faire part là, et croyons sage cette façon d'agir.

Une Académie.

[Suite.]

Et ce n'est point être iconoclaste, blasphémateur ou envieux que dire en toute simplicité que nombre d'Académiciens, grands seigneurs et petits auteurs, n'iront pas plus à l'immortalité et à la postérité que nous.

Quoi qu'il en soit, ceux-là auront cru être quelque chose sur la terre et parmi les hommes.

Et c'est déjà quelque chose.

VII

Mais, à propos d'*immortalité*, puisque l'incidence nous a fait rencontrer ce mot, très employé du reste, épilogueons un instant, en passant, comme Platon aurait pu faire au jardin d'Académos, moins bien pourtant que lui, Platon était *divin*.

Car n'est il pas étrange que le mortel d'un jour ou l'homme de quelques instants, pauvre misérable qu'une fièvre emporte ou qu'une grippe supprime, veuille être à toute force immortel ?

Cet être d'un souffle a le souffle d'une âme qui ne finit pas ou qui ne meurt point.

Et c'est là un besoin pour lui, une croyance à laquelle il ne peut pas se soustraire, comme une justice de sa nature qui proteste contre le néant.

L'homme ne veut pas mourir, même quand il dit comme le Trappiste : "*Frère, il faut mourir !*"

Les Romains eux-mêmes, bien que braves, n'employaient pas le mot *mori*, mourir. Ils disaient : *avoir été*

C'est que la mort est désagréable, excepté quand elle est terrible comme la foudre ou douce comme la fin de Philémon et de Baucis.

Pourtant, qui que l'on soit, riche ou pauvre, roi ou sujet, académicien ou non, il faut passer par là, et Malherbe ne nous a rien appris de nouveau. Les prières et les larmes ne défendent personne contre la mort.

Mais si l'âme est immortelle, comme on l'a généralement cru, comme on le croit généralement et comme il est bon de le croire, avec l'espérance qu'il fait meilleur ailleurs qu'ici, la mort est un mal moins grand, peut même passer pour un bien et ne doit effrayer personne, excepté ceux qui ont des comptes de comptes à rendre devant le tribunal qui connaît tout et n'accepte point vos actions de banque ou de chemin de fer pour de bonnes actions.

Ces actions-là, du reste, n'ont pas cours dans l'autre monde

Les meilleures actions devant Dieu sont celles de la charité.

VIII

Les Académiciens, à vrai dire, sont charitables les uns envers les autres.

Ils ne se jalousent point entre eux, ils ne se dénigrent pas et ils se rendent une justice parfaite.

L'Académicien, dans son discours de réception généralement bien tourné, où la note est classique et la langue correcte, n'oublie jamais de rendre en défunt qu'il remplace un tribut de louanges et de compliments mérités d'autant moins banal que l'Immortel mort n'est pas là pour applaudir, bien que son âme flotte peut-être dans la grande salle de l'Institut en fête.

Car l'Académicien, d'ordinaire, est spiritualiste, et il en est qui sont spirituels.

C'est pour cela sans doute que Zola a pauvre chance de devenir Académicien, bien qu'il en *grille*, pour parler sa langue.

L'Académie Française, pourtant, s'est grandement démocratisée dans nos temps et dans ce siècle, et il ne suffit plus, comme jadis, d'être duc et pair pour en faire partie de droit. Le romantisme y est entré par plusieurs portes, avec un souffle de libéralisme, et l'on y entend quelquefois des paroles que Richelieu n'aurait pas goûtées.

Ce n'est pas impunément, du reste, qu'un peuple passe par plusieurs révolutions radicales, et la voix d'une révolution, avec les appels de la liberté et de la justice, entre toujours par la porte ou par les fenêtres d'une Académie aristocratique par nature ou d'un Institut quelconque.

Rien n'échappe au temps pour la mort ou la transformation.

Où donc est l'institution, politique, scientifique ou littéraire, qui s'immobilise dans l'éternité d'une forme invariable et d'un esprit qui ne change pas ?

Tempora mutantur, a dit Horace.

Les temps changent, les vents aussi.
Et les femmes donc ?

IX

C'est dire que les ducs et princes que l'Académie Française a l'honneur de posséder dans son sein, élus du reste pour leurs œuvres et non pour leurs titres et leurs noms, sont d'un libéralisme relatif, pas trop les ennemis du progrès et des idées nouvelles, voire même républicains de la république des lettres.

Au contact des bourgeois ils se sont embourgeoisés.

Après tout, quand un prince n'est pas un imbécile, qu'il a de la science, des lettres et des arts en lui, comme aussi de la philosophie, est-ce qu'il ne doit pas comprendre nos temps, notre peuple et la France ?

Il y a beau temps qu'un titre ne signifie plus grand'chose en France ; et le titre nobiliaire, sans accompagnement de mérite, rend ridicule celui qui le porte avec ostentation, quand il rachète la vanité du titre dans celui qui possède des connaissances, des qualités et des vertus.

Le parti des ducs n'existe donc plus véritablement à l'Académie Française, et tous ceux qui font partie de cet illustre corps, avec un *de* ou sans un *de* devant leur nom, sont bons Français.

Ils parlent tous la même langue, ou à peu près.

Ils ont tous la même orthographe.

Ils ont tous le droit de porter une épée au côté, sans pourtant avoir le droit de s'en servir les uns contre les autres.

Leur Assemblée est la seule où il soit défendu de se servir de gros mots, d'expressions grossières et de termes usités dans les Assemblées politiques.

Cela, bien entendu, ne veut pas dire que le dictionnaire entrepris par l'Académie Française comme devant être le meilleur et le plus complet des dictionnaires français, soit à la veille d'être terminé,

Le sera-t-il jamais ? — C'est douteux.

En tout cas, il ne vaudra jamais celui de Littré.

J. GENTIL.

(*La suite à demain*)

Un entretien avec M. de Bismarck.

Quelqu'un qui a rendu dernièrement visite à M. de Bismarck rapporte dans les *Nouvelles de Dresde* divers propos du vieux chancelier, dont certains sont d'un intérêt général. Le prince a d'abord parlé de sa santé :

Je suis fatigué, non pas malade. Ma maladie, c'est que je n'ai aucun goût à la vie. Mon existence n'a plus de but. Je n'ai plus de devoirs, de fonctions ; ce que je vois en spectateur ne me cause aucune joie. Si je continue à vivre, il en sera ainsi de plus en plus. Je suis seul, j'ai perdu ma jeunesse et mes fils s'occupent de leurs propres affaires. Avec l'âge j'ai perdu l'intérêt à l'administration de mon domaine et de mes forêts. Je ne parcours plus guère la campagne et les bois ; je n'y trouve plus de plaisir depuis que j'ai cessé de monter à cheval, de chasser et d'errer à mon gré dans les buissons. Peu à peu la politique elle-même commence à m'ennuyer. Je vous le répète : j'ai perdu le goût de vivre ; voilà ma maladie, si j'en ai une

L'ancien chancelier exprima, dans la suite de l'entretien, ses idées sur diverses questions politiques. Il dit que la présence du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, M. de Goluchowski, au chapitre de l'ordre de l'Aigle-Noir était un événement extraordinaire qui ne s'expliquait ni par les statuts de l'ordre, ni par la tradition. Le comte Goluchowski est étranger, et qui plus est Polonais. Sans nul doute, sa présence au chapitre a été désirée à Berlin. A cette réflexion, M. de Bismarck en ajouta d'autres sur la prédominance des éléments polonais en général.

La conversation vint ensuite sur la nomination du comte Mouravief à la gérance du ministère des affaires étrangères de Russie. Quand M. de Bismarck apprit la nouvelle, sa première réflexion fut : "Ah ! c'est celui que j'ai toujours espéré. S'il se montre tel que je crois, ce sera bien."

Au temps où le comte Mouravief était encore conseiller à l'ambassade de Russie à Berlin, ses relations avec M. de Bismarck étaient des meilleures et avaient un tout autre caractère que celui de rapports d'affaires. La confiance que l'ambassadeur Schouvalof, ami du chancelier allemand, témoignait à son conseiller dans la plus large mesure en lui laissant parfois complètement en mains la conduite des affaires est la meilleure recommandation possible pour le nouveau ministre russe, qui est un diplomate de la vieille école sur lequel on peut se reposer.

A ces réflexions que résume son interlocuteur, M. de Bismarck ajouta encore que, sans nul doute, M. de Mouravief était Russe des pieds à la tête et ne ferait qu'une politique russe, mais qu'un trait marquant de son caractère était la loyauté. Et l'ancien chancelier conclut en ces termes : "Tout penchant à troubler la paix européenne, contrairement au but de la politique purement russe et pour faire le jeu de la France, est peut-être encore plus étranger à M. de Mouravief qu'à son prédécesseur."

Un Casus Belli.

La situation en Orient est extrêmement grave. La Grèce réclame, les armes à la main, l'annexion de la Crète ; elle résiste aux menaces, même aux démonstrations hostiles des puissances européennes. Déjà le bombardement de la Canée est commencé. Tout cela, nous le répétons, est de la dernière gravité. Mais après tout, cela n'intéresse qu'indirectement les Etats-Unis qui se sont donné pour mission spéciale de veiller aux intérêts des républiques du Nouveau-Monde.

Voici qui est plus dangereux et autrement menaçant pour notre repos. Il s'agit, cette fois, d'un citoyen américain, le Dr Ricardo Ruiz, arrêté illégalement, dit-on, emprisonné et trouvé mort dans sa prison, dans des circonstances qui porteraient à croire à un assassinat ou à une exécution sommaire.

Déjà, le général Fitzhugh Lee, consul général à la Havane, a protesté, demandé une enquête. Déjà le secrétaire d'Etat Olney a demandé au gouvernement espagnol de sérieuses explications, dans des termes qui constituent une menace.

Nous savons bien que de trop nombreux Américains se sont compromis dans la lutte engagée entre la colonie de Cuba et sa métropole. Mais ce n'a ne justifierait guère un acte arbitraire de cette gravité. Les esprits, au Nord, sont très excités ; on y exploite le *casus belli* avec un acharnement qui devient on ne peut plus dangereux. La situation est on ne peut plus tendue. Il ne faut qu'un mot maladroitement lancé pour déterminer une prise d'armes des deux côtés.

Nous avons confiance dans la droiture, dans le sangfroid de M. Cleveland. Il lui est difficile d'engager son pays dans une guerre, à la veille même de sa sortie de la Maison Blanche. Il laissera probablement le réglement de cette malheureuse affaire à son successeur, M. McKiney. Or, on connait les idées de son futur secrétaire d'Etat, M. Sherman ; il n'a jamais caché ses sentiments hostiles à l'Espagne ; il vise avant tout à la popularité ; il n'est donc pas probable que, dans de pareilles circonstances, il apporte dans sa conduite le même calme, la même mesure que MM. Cleveland et Olney. Il nous faut attendre les événements qui ne tarderont pas à se développer.

LA NOUVELLE

PIECE DE CENT SOUS.

La troisième République française va enfin posséder sa monnaie. Jusqu'ici, elle s'était contentée d'effigies empruntées à la première ou à la seconde République. La tête de femme qu'on voit sur les pièces d'or ou d'argent frappées depuis vingt-cinq années est l'œuvre d'Oudiné, graveur de la fin du dix-huitième siècle. Le groupe allégorique qui figure sur les pièces d'argent de cinq francs a été conçu en 1848 par Augustin Dupré. Ces compositions sont peut-être les moins laides de celles qu'on a gravées sur les monnaies françaises depuis cent ans. Mais cela n'est pas beaucoup dire.

Il est surprenant qu'on ait si longtemps tardé à créer une monnaie nouvelle, spéciale au régime d'aujourd'hui. Il semble que les républicains, défiants de l'avenir, aient conservé, durant de longues années, la pensée que leur gouvernement pourrait bien n'être que provisoire. Ils ont utilisé les vieux coins des précédentes républiques, comme un locataire qui, sous le coup d'une expropriation, se contenterait des débris d'un mobilier de famille. Puis, plus tard, lorsque le régime se fut affermi, les politiciens eurent d'autres soucis. D'ailleurs, en bons politiciens qu'ils étaient, ils ignoraient complètement que, depuis Chapu, une école de médaillistes s'était formée en France et qu'elle était admirablement préparée pour travailler à la création d'une monnaie nouvelle. Un critique d'art, M. Roger Marx, s'acharna pendant trois ans à demander qu'on se décidât à renouler la gravure des pièces d'or, d'argent et de bronze. Il finit par obtenir gain de cause ; et, il y a quinze mois environ, M. Paul Doumer, ministre des finances, qui eut parfois des inspirations moins heureuses, invita MM. Chaplain, Roty et Daniel Dupuis à imaginer des modèles de monnaie. M. Chaplain fut chargé de la pièce d'or, M. Roty de celle d'argent et M. Dupuis de celle de bronze.

M. Roty vient d'achever sa tâche et son projet est aujourd'hui accepté par le ministère des finances.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

Mort de la Marquise de Waterford.

Presse Associée.

Londres, 22 février—Blanche, marquise de Waterford, fille du huitième duc de Beaufort et épouse du cinquième marquis de Waterford, est morte.

Un Ultimatum à la Grèce.

Presse Associée.

Paris, France, 22 février—On annonce que les puissances ont accepté la proposition d'accorder l'autonomie à l'île de Crète. Mais même dans ce cas un ultimatum sera adressé à la Grèce.

C'est probablement cette décision qui a causé à la Bourse la mise en circulation de la rumeur de l'envoi d'un ultimatum à la Grèce.

Le Futur Ambassadeur à la Cour de St-James.

Presse Associée.

Londres, 22 février—Les journaux de l'après-midi commentent la nouvelle du choix du colonel John Hay par le président-élu comme successeur de M. Bayard à l'ambassade des Etats-Unis à la Cour de St-James, nouvelle annoncée par le correspondant américain du *Times* de Londres.

Le *Pall Mall Gazette* dit :

Le choix est admirable en tous points. La Grande-Bretagne a toujours été favorisée dans la nomination d'un ambassadeur américain, et elle l'est particulièrement dans le successeur de M. Bayard.

"La Gazette de St-James" fait la remarque suivante :

Les Etats-Unis ont de nouveau choisi un homme du caractère le plus élevé qu'ils puissent trouver pour les représenter en Angleterre. C'est à leur honneur. Un bon point à l'actif du colonel Hay est qu'il possède une grande expérience diplomatique. Cette circonstance tendra peut-être à réduire les risques de surprises semblables à celles qui se sont produites ces dernières années.

Le *Globe* exprime l'opinion que le colonel Hay ne commettra pas les fautes que les représentants américains ont commises à cause de leur manque d'expérience, et il ajoute :

Ce n'est, d'aucune façon, le choix d'un instrument politique, et cette nomination peut être considérée comme une preuve du fait que M. McKinley connait l'importance du poste assigné au colonel Hay.

Fausse Rumeur.

Presse Associée.

La Havane, 22 février—Le général Fitzhugh Lee, consul général des Etats-Unis à La Havane, déclare qu'il n'y a rien de vrai dans le rapport annonçant qu'il a demandé à son gouvernement l'envoi d'un navire de guerre à la suite du prétendu meurtre du docteur Ricardo Ruiz, un citoyen américain, dans la prison de Guanabacoa. Le consul ajoute qu'il est également faux qu'il projette un autre voyage aux Etats-Unis.

NOUVELLES AMERICAINES

Ministre en Suisse.

Presse Associée.

Pittsburg, Pennsylvanie, 22 février—Le bruit que John G. A. Leishmann, qui a récemment résigné les fonctions de président de la Carnegie Steel Company, était candidat au poste de ministre des Etats-Unis en Suisse, est confirmé par M. H. C. Erick.

Les directeurs de la compagnie appuient de tout leur pouvoir la candidature de M. Leishman, et de nombreuses influences sont employées pour obtenir sa nomination.

M. Leishman, dit M. Frick, désire résider à l'étranger pendant quelques années et y avoir une occupation agréable.

Mort de l'archevêque Grace.

Presse Associée.

St-Paul, Minnesota, 22 février—L'archevêque Grace, qui était malade depuis quelque temps, est mort ce matin à l'hôpital St-Joseph, à St-Paul.

Enquête sur la mort du docteur Ricardo Ruiz.

Presse Associée.

New York, 22 février—Le gouvernement est résolu à obtenir une enquête complète sur les circonstances entourant la mort récente du docteur Ricardo Ruiz dans une prison de Guanabacoa, dit une dépêche de Washington au *Herald*.

Des réparations, si elles sont justifiées seront demandées à la suite de l'enquête.

Le secrétaire Olney a télégraphié au ministre des Etats-Unis à Madrid, M. Taylor, pour l'informer que le docteur Ruiz est mort dans des circonstances suspectes et lui donner l'instruction d'annoncer au gouvernement espagnol que les Etats-Unis désirent une enquête complète sur cette affaire.

En attendant le consul général Lee procède à une enquête, et son rapport servira de base à la politique qu'adoptera le gouvernement.

Les seules informations données par le consul jusqu'à-présent sont contenues dans deux dépêches, l'une annonçant l'arrestation du docteur Ruiz et la seconde sa mort dans la prison de Guanabacoa dans des circonstances suspectes.

Cette dernière dépêche a causé l'envoi au consul-général de l'instruction de procéder à une enquête prompte et complète, et au ministre Taylor les instructions mentionnées plus haut.

On dément à la Maison Blanche la rumeur annonçant que le consul-général Lee avait demandé l'envoi de navires de guerre à la Havane, ou que le gouvernement avait cette intention.

Quel que puisse être le résultat de l'enquête dans l'affaire Ruiz, il n'en est pas moins certain que le Congrès demande avec instance des détails plus circonstanciés sur ce cas et sur ceux d'autres citoyens américains emprisonnés dans l'île de Cuba.

Le sénateur Morgan, de l'Alabama, discutant le traitement des prisonniers américains, s'est exprimé ainsi :

Je ne sais rien que ce qu'ont annoncé les journaux dans le cas de Ruiz.

Je mets très en doute le rapport annonçant une demande d'envoi de navires de guerre.

Dans mon opinion le gouvernement a non seulement négligé de presser ses réclamations pour que justice soit rendue aux citoyens américains arrêtés dans l'île de Cuba, mais il s'est opposé à toutes mesures dans beaucoup de cas.

C'est une critique sévère que de dire d'un gouvernement que ses citoyens dans les pays étrangers, principalement dans les pays où la guerre est déchaînée, ne sont pas sûrs de son ample protection contre leur traitement sommaire par les étrangers, mais cette critique peut être justement faite contre le gouvernement actuel des Etats-Unis.

Je n'ai point l'idée que l'administration de McKinley agira d'une façon plus vigoureuse pour la protection de nos citoyens à l'étranger que l'administration qui va prochainement quitter le pouvoir.

Les deux administrations semblent s'entendre parfaitement et éprouver de la sympathie l'une pour l'autre. M. Sherman est au mieux avec M. Olney, et M. Cameron, qui est un des hommes de M. McKinley, a vu sa résolution battue par ses amis.

Je ne suis pas disposé à prendre actuellement l'initiative dans ces affaires.

J'estime que la responsabité doit reposer sur la majorité qui aura le contrôle du prochain Sénat. Mais quand je vois l'apathie du gouvernement ma patience est tristement mise à l'épreuve.

A l'Ile Norfolk.

Presse Associée.

Washington, 22 février—Ce n'est qu'à de rares intervalles que le monde extérieur reçoit des nouvelles de l'île Norfolk, située dans le sud du Pacifique et occupée par une petite colonie composée des descendants des matelots mutinés du "Bounty."

Le département d'état vient de recevoir une de ces rares communications sous forme d'un rapport de M. Isaac Robinson, l'agent consulaire des Etats-Unis dans l'île.

M. Robinson expose le mécontentement de la communauté de Pitcairn qui, après s'être gouvernée à son gré pendant plus de cent ans, vient de se voir enlever ce droit par le gouverneur des Nouvelles Galles du sud.

Le gouverneur a pris cette mesure, a-t-il dit, pour corriger la mauvaise administration de la justice.

L'agent consulaire rapporte en même temps que les huit cent soixante-neuf habitants de l'île ont beaucoup souffert des effets de la sécheresse de l'été dernier, ainsi que de l'insuccès de la chasse aux baleines, une de leurs principales ressources.

Une ville inondée.

Presse Associée.

Middlesboro, Kentucky, 22 février La ville de Pineville est sous l'eau, à l'exception de deux flets. L'édifice du tribunal est inondé,

Les pertes matérielles sont énormes. Le niveau des eaux de la Cumberland [illegible]

Inondation dans la Virginie de l'ouest.

Presse Associée.

Charleston, Virginie de l'ouest, 22 février—La pluie continuelle des deux derniers jours a porté le niveau des eaux de la Kanawa et de l'Elk au-dessus de la ligne de danger, et la partie basse de Charleston est maintenant inondée. Si la crûe continue de nombreux habitants seront dans la nécessité d'abandonner leurs maisons d'ici quelques heures.

Les eaux montent dans les autres cours d'eau et de nombreux bateaux transformés en cabanes ont coulé ; c'est avec beaucoup de difficultés que les occupants ont été sauvés.

La navigation sur la Kanawha est interrompue, et les remorqueurs sont sous vapeur à Charleston prêts à porter secours. Le temps est chaud et tout annonce que la pluie va continuer.

Chez le Major McKinley.

Presse Associée.

Canton, Ohio, 22 février—Le major McKinley n'est pas aussi bien que ces jours passés. Il a un rhume qui l'ennuie beaucoup et il a plus que jamais besoin de repos pendant le reste de son séjour à Canton. Il y a en peu de visiteurs ce matin, et ceux qui se sont présentés n'ont pas été reçus par le président-élu.

L'état de santé de M. McKinley ne doit causer aucune crainte, mais son médecin recommande un repos et une tranquilité absolus, ce qui ramènera sa force et sa santé.

L'honorable W. M. Hahn, de Mansfield, président du bureau du speaker du comité national, est arrivé ce matin à Canton.

Il a eu un long entretien avec M. James Boyle, le secrétaire privé, mais il n'a pas voulu révéler l'objet de sa visite.

Un autre visiteur a été le docteur John A. Enander, LL. D., de Chicago, rédacteur en chef du *Hemblandet*, l'organe de la colonie suédoise.

Le docteur Enander est journaliste depuis trente ans ; il est un des hommes les plus avantageusement connus de ses compatriotes dans l'ouest.

Le président Harrison le nomma ministre des Etats-Unis au Danemark, mais la maladie le força à cette époque de donner sa démission. Il a rendu des services pendant la dernière campagne électorale. Pendant deux ou trois mois il a prononcé des discours dans le Michigan, le Minnesota, le Nebraska, l'Iowa, le Missouri, le Kansas et le Dakotah du Sud.

M. Enander a modestement refusé d'établir l'objet de sa visite à Canton, mais il portait un paquet de documents qui ressemblaient beaucoup à des lettres de recommandation, et il est probable qu'il ne refuserait pas l'honneur de représenter les Etats-Unis dans son pays natal s'il lui était offert.

Plusieurs autres personnes ont demandé une audience au président-élu, mais, conformément aux instructions du médecin, aucune d'elles n'a été reçue.

Voyageurs distingués.

Presse Associée.

New York, 22 février—L'amiral Dubassopf et le lieutenant Volkoff, de la marine impériale russe, sont arrivés aujourd'hui à New York par le St-Paul, de la ligne américaine, en route pour le Japon, où l'amiral rejoindra son poste de commandant en second de l'escadre russe.

Alarmes à Cincinnati.

Presse Associée.

Cincinnati, 22 février—La crue rapide de l'Ohio cause des alarmes à Cincinnati. La marque de 45 pieds à l'étiage indique le point de danger ; or le niveau des eaux était à la marque de 44 pieds aujourd'hui à midi, et il s'élevait de sept pouces à l'heure. Les bateliers estiment que le niveau des eaux atteindra 55 pieds à l'étiage vers minuit.

Tous ceux qui résident sur les rives de l'Ohio déménagent.

Des rapports de toutes les régions des tributaires de l'Ohio annoncent des inondations.

Au Département d'Etat.

Presse Associée

Washington, 22 février—Aucune mesure nouvelle n'a été prise aujourd'hui au département d'état dans l'affaire du docteur Ruiz, le citoyen américain trouvé mort dans une cellule de la prison de Guanabacoa, île de Cuba, dans des circonstances suspectes.

Le consul général Lee, qui procède actuellement à une enquête, conformément aux instructions du gouvernement, n'a encore envoyé aucun rapport.

En attendant tous les bruits d'ultimatum d'envoi de navires de guerre sont déclarés faux.

Dans le cas actuel, comme dans ceux qui l'ont précédé, le département d'Etat insiste sur une enquête complète et affirme son droit de connaître les accusations portées contre des citoyens américains.

Le ministre des Etats-Unis à Madrid, M. Taylor, insistera sur cette demande avec la plus grande énergie.

Les Inondations dans le Kentucky.

Presse Associée—

Louisville, Kentucky, 22 février—Le *Times* publie les avis suivants reçus des districts inondés du Kentucky.

Sparta-Charles Holton, le fils âgé de dix-neuf ans de J. W. Holton, du comté de Gallatin, a perdu la vie dans l'inondation qui a suivi les pluies diluviennes de ces deux derniers jours.

On annonce que d'autres personnes ont disparu et que vingt-cinq familles ont dû abandonner leurs maisons devant l'envahissement des eaux de la crique Eagle.

Le jeune Holton s'est noyé en essayant de traverser la crique à son retour d'une visite à une jeune dame.

Il y a huit pieds d'eau dans les maisons situées sur les bords de la crique.

La perte en bestiaux et en porcs est énorme.

Frankfort—La pluie qui dure depuis trente-six heures a élevé le niveau de la Kentucky au-dessus de la limite des hautes eaux, et la rivière charrie quantité de troncs d'arbres venant du bassin supérieur.

Le grand pont de fer du chemin de fer est menacé, et les maisons des bords de la rivière sont inondées.

Richmond—Les fortes pluies ont causé de grands dommages dans les campagnes. C'est la plus désastreuse inondation depuis quinze ans. Le grand barrage de White's Mill a été emporté.

Cynthiana.—Les eaux de la rivière South Licking ont envahi les maisons du bas de la ville

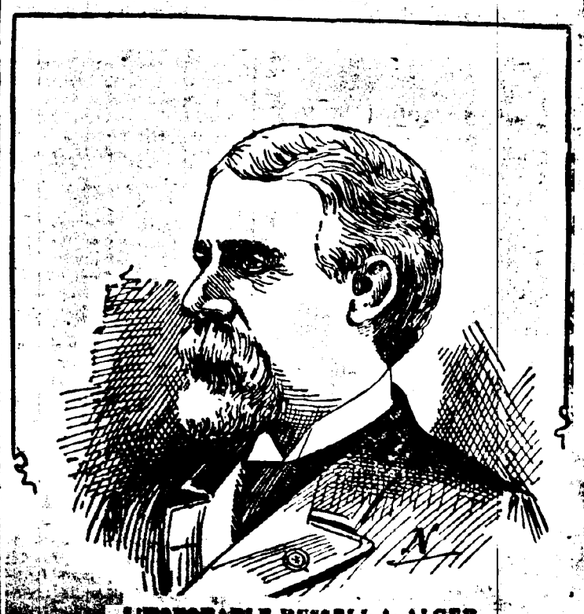
Stanton.—La Red River est sortie de son lit, et le train de la ligne Louisville et Nashville allant à Jackson a dû s'arrêter à Stanton hier soir, la voie étant complètement submergée.

L'ACTUALITE.

Une forteresse mobile.

Une des dernières conceptions du génie de homme dans l'art de la guerre, est la forteresse mobile dont on voit ici le dessin. La forteresse est mue par l'électricité. On prévoit que si ces forteresses ont du succès, on fera la guerre différemment ; on se battra de très près. Jusqu'ici aucune puissance n'a adopté cette façon de faire la guerre ; mais presque toutes l'essaient.

L'ACTUALITE.



L'HONORABLE RUSSELL A. ALGER.

[illegible] qui sera le ministre de la guerre.